

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18089- 70ÈME ANNÉE

Nouvelle illustration de l'impasse du système

Le nombre d'emplois augmente mais ne suffit pas à inverser la courbe du chômage

Le nombre d'emplois a augmenté de 3,8 % en un an selon l'INSEE. Pour sa part, l'État annonce que plus de 33000 personnes ont eu droit à un emploi aidé et qu'il a injecté 33 millions d'euros dans les entreprises. Malgré tout cela, le chômage continue d'augmenter et plus de 174.000 Réunionnais cherchent un travail. C'est l'impasse et les abandonnés paient cher les errements de ce système.

Demands d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Données CVS	janvier 2014	décembre 2014	janvier 2015	Variation sur un mois	Variation sur un an
Réunion					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	133 470	134 650	135 830	0,9%	1,8%
Catégories B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)	19 510	21 670	20 970	-3,2%	7,5%
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	152 980	156 320	156 800	0,3%	2,5%
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 740	3 760	3 430	-8,8%	-8,3%
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)*	13 060	14 590	14 480	-0,8%	10,9%
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	169 780	174 670	174 710	0,0%	2,9%
<i>Pour mémoire :</i>					
<i>Unités : niveaux en milliers, variations et parts en %</i>					
France entière (CVS-CJO)					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 579,0	3 762,1	3 742,0	-0,5%	4,6%
Catégories B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)*	1 642,6	1 752,1	1 788,6	2,1%	8,9%
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	5 221,6	5 514,2	5 530,6	0,3%	5,9%
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	5 914,8	6 205,8	6 219,8	0,2%	5,2%

Source : STMT - Pôle emploi / SEE, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Réunion / SESE, Dares.

Les derniers chiffres du chômage rappellent que ce système ne peut pas entretenir l'illusion.

L'INSEE a publié hier le résultat de son enquête trimestrielle sur l'emploi marchand. Détaillées page suivante, les données montrent une augmentation globale de 3,8 % du nombre d'emplois salariés. Cela concerne le secteur privé. L'aide de l'État a tiré les chiffres vers le haut, grâce aux emplois aidés dans les

associations. Mais ces moyens ne font pas reculer le chômage.

Le 17 février dernier, le dernier Service public de l'emploi à La Réunion (SPER) avait fait le bilan de l'action de l'État dans le traitement social du chômage. En 2014, il a dépensé 240 millions d'euros pour subventionner des contrats aidés. La visite de François Hollande avait

eu pour effet de débloquer de nouveaux fonds pour cette politique. Cela explique que la part de l'État dans le financement d'un emploi d'avenir est passée de 75 % du salaire net à 90 %, avec effet retroactif sur tous les contrats signés depuis le début du dispositif en 2012.

Parallèlement à cela, malgré des

conditions difficiles, l'économie continue de créer des emplois. Pour soutenir les entreprises, le gouvernement a lancé le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE). L'aide de l'État versée au travers du CICE s'est élevée l'an passé à plus de 33 millions d'euros, répartie dans 4000 entreprises, précise le SPER du 17 février dernier.

Quelques jours avant la publication de l'enquête sur l'emploi salarié de l'INSEE, les derniers chiffres du chômage ne permettaient pas d'entretenir la moindre illusion. Avec 174.710 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, La Réunion atteint des records. C'est une hausse de quasiment 3 % sur un an. Le nombre des dépôts de bilan est lui aussi en hausse.

De plus, les perspectives ne sont pas bonnes. Le BTP s'attend à la suppression de 3000 emplois cette année, avec poursuite de la crise les années suivantes. Pour tout relancer, 600 millions d'euros sont nécessaires.

Ces quelques données confirment l'impasse du système. Malgré le dynamisme de l'économie et les

aides de l'État, les emplois manquent. Outre des mesures d'urgence pour empêcher l'effondrement du BTP et de la filière canne, des changements profonds sont nécessaires pour s'adapter à cette situation.

Propositions du PCR

C'est ce que propose le Parti communiste réunionnais dans son document « Pour une nouvelle politique à La Réunion – 25 propositions du PCR ». Le Parti propose en particulier la création de deux grands services d'intérêts publics pour pérenniser les emplois aidés. Ces derniers peuvent en effet répondre à des besoins permanents car en lien avec notre démographie et notre environnement. Ils pourront constituer des services à la personne qui vont se développer avec le vieillissement de la population. Ils valoriseront les atouts de nos paysages et amélioreront notre cadre de vie.

Ces propositions sont dans le débat, et elles interpellent directement les candidats aux élections départementales. Le Conseil départemental a en effet des probabilités importantes de conserver au cours des 6 ans à venir la compétence de l'action sociale. La création d'un grand service d'intérêt public pour l'aide à la personne entre donc dans son champ de responsabilité. Que pense donc les candidats de la proposition du PCR ? S'ils ne sont pas d'accord, ont-ils quelque chose d'autre à proposer ?

Les derniers chiffres de l'INSEE et de Pôle emploi montrent bien qu'il ne sert à rien d'entretenir la population dans des illusions. La réalité reste, et le système actuel est sans solution face à la crise.

Conjoncture de l'emploi salarié

Hausse de l'emploi marchand au 3ème trimestre

Des effets de conjoncture ont permis une croissance de l'emploi au 3e trimestre 2014. Ainsi, l'emploi marchand progresse de 1,9 % à La Réunion, par rapport au 2nd trimestre, selon les données de l'Insee, publié ce mois-ci. Sur un an, l'emploi progresse de 3,8 %.

Les principaux secteurs concernés par la progression sont l'industrie et les services. Ce premier secteur connaît une hausse de 4,4 % en raison de la campagne sucrière qui a débuté en février. Pour le second secteur, il est en hausse de 1,8 % grâce à la poussée dans le domaine de l'hébergement, de la restauration et l'immobilier.

D'après l'Insee, tous les secteurs des services créent de l'emploi : industrie (4,4 %), construction (0,6 %), commerce (1,2 %) et service marchand (1,8 %). Sur un an, l'emploi progresse de 4,6 % dans les services.

Les données mettent en évidence une relance de l'emploi salarié dans les activités scientifiques, administratives et de soutien, avec +2,1 %. L'institut a indiqué que « cette hausse s'explique en partie par la reprise de l'intérim (+ 2,7 %) qui avait reculé au 2e trimestre (-

1,2 %) ».

Les emplois aidés ont permis une poussée de l'emploi dans les activités associatives, de 1,7 % et de 9 % sur un an. Le gouvernement a augmenté le nombre de dispositifs aidés, tels que les contrats aidés, la garantie jeune, les emplois d'avenir et les contrats de génération, afin de réduire le taux de chômage.

La conjoncture a dopé l'emploi, notamment le lancement de la campagne sucrière, qui dynamise l'industrie au 3e trimestre, avec une hausse de 4,4 %, et de 6,8 % dans l'industrie agroalimentaire.

Egalement concerné, le secteur de l'énergie participe à la progression, car « les usines sucrières produisant selon le principe de la cogénération de la vapeur et de l'électricité à partir de la bagasse ». Ainsi, l'emploi salarié progresse de 3,4 % en glissement annuel dans l'industrie.

Un salarié sur cinq est salarié dans

le commerce, les effectifs augmentent de 1,2 %, portés par le commerce de détail et la réparation automobile. Sur un an, l'emploi dans le commerce progresse de 1,6 %, tandis que le secteur de la construction crée des emplois, de 0,6 %.

La crise du BTP continue d'inquiéter les acteurs du secteur, qui s'inquiètent des menaces sur les 10.000 emplois, en raison de la baisse des investissements. Cependant, au 3e trimestre, les travaux de construction spécialisés (maçonnerie générale, gros œuvre du bâtiment, terrassement, etc.) dynamisent le secteur, avec une hausse de 5,1 %.

Céline Tabou

Edito

Aucune raffinerie de pétrole ne sera construite à La Réunion

Les travailleurs de la SRPP n'étaient pas les seuls à être en grève dans leur secteur d'activités. En Martinique, les salariés de la Société anonyme de raffinage des Antilles, la SARA, ont lancé une grève illimitée lundi. Mardi soir, ils ont décidé de suspendre le mouvement en attendant l'arrivée d'une mission d'experts de Paris. Le point commun entre la SRPP et la SARA, c'est la prise de contrôle annoncée de ces sociétés par le groupe Rubis.

En Martinique, Rubis détient actuellement 35 % de la SARA. Total lui vend ses actions. Le pourcentage de Rubis dans le capital passe alors à 85 %. Comme la SRPP, la SARA stocke les carburants. En plus, elle a une activité de raffinage. Elle produit pour la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane le carburant aux normes européennes. Les travailleurs de la SARA se sont mis en grève, car ils craignent pour leur emploi. La raffinerie de la SARA opère pour un marché d'un million d'habitants. La recherche du profit maximum pourrait alors amener la fermeture de la raffinerie et l'importation de carburants aux normes européennes déjà raffinés à moindre coût. Si la SARA ne faisait que du stockage comme la SRPP, que deviendraient les travailleurs de la raffinerie ? Cette situation amène deux remarques.

Tout d'abord, une seule société va détenir le monopole du stockage du carburant pour les Antilles et La Réunion. Sous réserve de l'accord de l'Autorité de la concurrence, Rubis va détenir 85 % des actions de la SARA et 100 % de la SRPP. Sur un secteur aussi stratégique que l'énergie, c'est une concentration sans précédent. En effet, le capital de la SARA était partagé entre Total

pour 50 %, Rubis et Sol pour le reste. À La Réunion, Shell et Total étaient les deux actionnaires de la SRPP. On passe donc de 4 actionnaires à 2, sachant que Sol ne pèse que 15 % dans la SARA, et 0 % dans la SRPP.

Ensuite, c'est une nouvelle opération de com' de Didier Robert qui s'effondre. Le président de la Région Réunion avait en effet lancé toute une campagne sur la possible arrivée de Indian Oil comme nouvel opérateur à La Réunion, avec à la clé la construction d'une raffinerie de pétrole. Sachant que La Réunion est le seul pays à plusieurs milliers de kilomètres à la ronde à consommer du carburant aux normes européennes, cette hypothétique raffinerie aurait eu un marché d'un million de personnes.

En Martinique, la raffinerie de la SARA alimente un marché équivalent, et ses travailleurs craignent pour leur emploi. C'est donc la confirmation qu'aucune raffinerie de pétrole ne sera construite à La Réunion. Ce projet rejoindra donc celui de la Nouvelle route en mer dite nouvelle route du littoral dans les opérations de com' sans lendemain.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Discours du Premier ministre israélien devant le Congrès des États-Unis

Rien ne va plus entre Barack Obama et Benjamin Netanyahu

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a défié Barack Obama devant le Congrès américain, dans un discours prononcé mardi 3 mars au Capitole. Ce dernier a estimé que les négociations en cours entre Washington et Téhéran n'empêcheraient pas l'Iran de se doter de l'arme nucléaire.

Le discours du Premier ministre d'Israël devant le Congrès des États-Unis est un élément supplémentaire dans la mésentente grandissante entre le président américain Barack Obama et Benjamin Netanyahu, candidat à sa succession. L'actuel Premier ministre a exporté la campagne électorale aux États-Unis, rendant la relation entre les deux pays partisane. Une position que refuse de prendre Barack Obama qui ne tient pas à interférer dans cette élection et ne cache pas sa volonté d'un changement de Premier ministre.

Le dossier iranien au centre du désamour

« S'agissant de l'Iran et du groupe État islamique, l'ennemi de ton ennemi est mon ennemi. (...) Vaincre État islamique et laisser l'Iran se doter de l'arme nucléaire, c'est gagner une bataille et perdre la guerre. Nous ne pouvons pas laisser cela arriver », a déclaré Benjamin Netanyahu, devant les membres du Congrès américain, composé en majeure partie de républicains.

Le Premier ministre israélien a mené une charge sévère contre Téhéran, assurant qu'il s'agit d'un « régime plus radical que jamais », qui a « dévoré » l'Irak, la Syrie, le Liban et le Yémen. Ce dernier a assuré, selon *Le Monde*, que la bataille en Irak entre l'État islamique et l'Iran a pour objectif de départager celui qui imposera « l'islamisme » et « la terreur ».

Pour Benjamin Netanyahu, un tel contexte permettra à l'Iran d'associer « l'islamisme militant à l'arme nucléaire ». Ces propos ont été très mal vus par l'administration Obama, qui négocie depuis plusieurs semaines avec Téhéran pour une sortie de crise du nucléaire iranien, en

Suisse.

En effet, les deux parties sont proches d'un accord visant à garantir la dimension exclusivement civile et pacifique du programme nucléaire de l'Iran, en échange d'une levée des sanctions qui étouffent l'économie iranienne. Dans un communiqué, publié mercredi 4 mars, le président iranien Hassan Rohani a indiqué que le « monde voit avec satisfaction les progrès dans les négociations (...) et seul un régime d'agression et d'occupation est mécontent et en colère ».

La relation israélo-américaine effritée

La décision de Benjamin Netanyahu de s'adresser au Congrès sur invitation du parti Républicain et du président de la Chambre des représentants John Boehner, aura été le premier camouflet. Camouflet auquel, le président américain a décidé de répondre en ne l'invitant pas à la Maison Blanche. Par la suite, 55 démocrates ont décidé de boycotter le discours au Congrès, et le Vice-président Joe Biden, a également marqué sa désapprobation en n'assistant pas au discours.

Le second camouflet, qui a envenimé la situation, est l'invitation des élus démocrates refusée par le Premier ministre israélien. Ces postures ont rendu la visite du chef du gouvernement partisane et pro-républicain. Troisième camouflet, jugé destructeur par Susan Rice, conseillère à la sécurité nationale de Barack Obama, est la crise de confiance entre les deux États. La Maison Blanche a décidé de ne plus partager les détails des pourparlers avec Israël craignant que Benjamin

Netanyahu ne révèle publiquement des détails « sélectifs » de l'accord et qu'il les « sortent de leur contexte ».

Le discours de Benjamin Netanyahu est jugé inacceptable pour le président américain, qui s'est insurgé : « En ce qui concerne le cœur du problème, c'est-à-dire empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire (...), le Premier ministre n'a pas fait de propositions alternatives viables ».

De son côté, le président iranien Hassan Rohani a réagi, mercredi 4 mars, au discours du Premier ministre israélien, assurant que « ce régime qui est lui-même le plus criminel et (...) terroriste prétend parler de paix et de dangers futurs alors qu'il est lui-même la source du principal danger pour la région », selon l'agence de presse Isna.

Céline Tabou

25 propositions du PCR pour une nouvelle politique à La Réunion –6–

Propositions du PCR pour le logement

Le 22 février dernier à Sainte-Suzanne, le PCR a présenté des propositions pour faire face à la crise du logement.

À La Réunion, 25000 familles sont en attente d'un logement social, écrit le PCR dans son document « Pour une nouvelle politique à La Réunion, 25 propositions du PCR ». La production de logements sociaux n'a

jamais répondu à la demande. De plus, le secteur du BTP est plongé dans une crise profonde en lien avec la réforme de la politique du logement décidée par Paris. Le PCR propose donc plusieurs le-

viers : renforcer le soutien à la construction de logements sociaux et faire appel à des solutions innovantes valorisant l'expérience réunionnaise.



La subvention de l'État finançant la construction de logements sociaux doit être discutée tous les ans. Le PCR propose de changer de rythme en portant l'engagement de l'État sur plusieurs années à l'avance.

- Augmenter la Ligne Budgétaire Unique (LBU) et le FRAFU (voir plus loin le Fonds régional de développement durable)

- Réaliser une programmation pluriannuelle de logements sociaux

- Recourir à des appels à projets pour les constructions innovantes, écologiques et économiques ; mobiliser les terrains inutilisés des collectivités et autres ; taxer les plus-values foncières. Faire appel à l'auto-construction (valoriser l'expérience réunionnaise)

Bon anniversaire Paul Vergès

90 ans : It's a long way !



Pendant sa clandestinité, Paul Vergès était toujours au cœur des luttes. Ici, il est à une réunion de planteurs du Sud à laquelle participaient notamment Angelo Lauret, Bruny Payet et Maurice Labenne.

Le 5 mars 1925, naissait à Oubone (Siam, aujourd'hui Thaïlande) Paul, Emile, Marie, Just, fils de Raymond Vergès, alors consul de France, et de Pham Thi Khang, institutrice vietnamienne. Il y a 90 ans. Somin granbwa sa lé long ! Bon anniversaire Paul Vergès ! Admiré et aimé, contesté et détesté, il focalise sur lui toute la passion des affrontements politiques à La Réunion et... s'en amuse. Il trouverait presque la preuve qu'il a raison dans l'acharnement de ses adversaires. Et à ceux qui penseraient qu'il a l'âge de se mettre en retrait, sinon en retraite, il répondra inlassablement que l'exemple de son père lui commande de ne jamais abandonner le champ de bataille tant que l'on est vivant.

Y aurait-il quelque chose de militaire chez Paul Vergès ? Il est vrai que le terme de "militant" est proche étymologiquement et qu'il fut un jeune lieutenant dans les Forces Françaises libres, quittant La Réunion à 18 ans, puis parachuté dans le Poitou, après une formation militaire à Ribbesford, en Angleterre. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, il serait peut-être resté dans l'armée, mais passer de la Résistance contre le fascisme à la guerre coloniale d'Indochine, pas

question pour lui, fils d'une Vietnamiennne, admirateur de Ho Chi Minh et éduqué selon des principes anti-colonialistes par son père ! En tout cas, combattant, oui !

Aussi préféra-t-il militer à la Section coloniale du Parti Communiste Français qui était alors un lieu de rencontres avec, en particulier, des futurs dirigeants de pays d'Afrique et du Maghreb. Une dimension internationaliste en fidélité à Marx et qui restera une constante. Et puis, une certaine Laurence Deroin y travaille. C'est le début d'une longue vie partagée qui ne s'achèvera qu'avec la disparition de Laurence en novembre 2012.

Amarré à La Réunion

Si son frère Jacques a vécu sa vie en dehors de La Réunion, de même que Jean et Simone nés d'un précédent mariage, Paul Vergès avait confié à Thierry Jean-Pierre : « J'estimais que mon destin se jouait à La Réunion » (Vergès et Vergès, de l'autre côté du miroir, JC Lattès, 2000, p. 87). On est en 1955 et la bataille autour de l'usine sucrière de Quartier français est pour lui comme une initiation à l'action poli-

tique réunionnaise. Cet épisode a inspiré au Théâtre Volland la pièce Quartier Français en 2002 et l'opéra Chin en 2010. Au-delà du souvenir personnel et de l'art de jouer des contradictions de la classe adverse, cet engagement s'est poursuivi par le souci constant du devenir de la canne. Il est intarissable sur l'origine coloniale de cette culture, après l'indépendance de Haïti en 1804, sur l'importance du chemin de fer pour transporter le sucre des usines au port de la Pointe des Galets, enfin sur les incertitudes actuelles concernant les quotas garantis.

Et les choses s'enchaînent. 1956, Paul Vergès a 31 ans, il est élu député avec Raymond Mondon. 1959, au Port, naît le Parti Communiste Réunionnais. "Communiste" car Léon Feix, dirigeant du PCF tenait à ce qualificatif, alors que le jeune secrétaire général de cette nouvelle formation, bien que lecteur assidu de Marx et de Lénine, aurait souhaité un front plus large appelé « Parti Réunionnais pour la liberté » (PRL) (Cf. D'une île au monde, entretiens avec Brigitte Croisier, L'Harmattan, 1993, pp. 181-183). Nul doute que dans le contexte international de la Guerre froide et des indépendances des pays colonisés, l'épithète de "communiste" associé à la revendication



Le 3 août dernier, lors de la manifestation pour la paix en Palestine, Paul Vergès avait avancé une proposition de rassemblement : l'union des Réunionnais pour demander au gouvernement de soutenir l'arrêt de la guerre.

cation « d'autonomie démocratique et populaire » a nourri fantasmes et crispations de l'Etat français.

Ces oppositions très rudes firent des années 60 un combat constant entre le camp des départementalistes, dits "nationaux", sous la férule de Michel Debré, et les autonomistes stigmatisés comme "séparatistes". Les 28 mois de clandestinité de Paul Vergès, de mars 1964 à juillet 1966, en sont l'expression la plus mémorable, inscrivant le secrétaire général du PCR dans la tradition du marronnage. Expérience politique fondamentale permettant à un dirigeant de plonger au cœur des représentations et pratiques réunionnaises, le maloya par exemple, mais aussi de tester la force de solidarités dépassant parfois les clivages politiques apparents.

C'est en tant que maire du Port, élu en 1971, qu'il mit en œuvre concrètement ses conceptions à travers un ambitieux plan d'aménagement urbain qui révolutionna l'aspect de la ville portuaire et la vie de ses habitants. En 1983, toujours au Port, il constitua la première intercommunalité réunionnaise (SIVOMR, Syndicat intercommunal à vocation multiple de La Réunion). Après une période de vives critiques, ce mode d'organisation administrative est aujourd'hui généralisé à toutes les communes de La Réunion.

Aux luttes pour la liberté de vote (contre la fraude électorale), pour la liberté d'expression (saisies du journal Témoignages), pour l'égalité

sociale (« Nou lé pa plis, nou lé pa mwin » disait Laurent Vergès), s'est ajoutée la réflexion sur les conditions d'un « développement durable et solidaire » dans une île tropicale. L'intérêt porté aux énergies renouvelables et le projet du Tram-Train furent ainsi parmi les axes essentiels du Président du Conseil régional (1998-2010).

Sur tous les fronts

A un moment où les alarmes des scientifiques sur le changement climatique ne cessent de résonner d'un peu partout, il est bon de rappeler que Paul Vergès a tenu à en montrer les risques pour La Réunion et le monde, cela dès les années 90. Dès lors et plus particulièrement en tant que président de l'ONERC (Observatoire national des effets du réchauffement climatique), il n'a pas cessé de le faire en invitant à prévoir l'adaptation à ces changements redoutables. Mais, depuis Cassandra, on sait qu'annoncer le pire se retourne souvent contre le lanceur d'alertes. De plus, il faut croire que les analyses dépassant les préoccupations immédiates ont du mal à marquer les esprits. Enfin, le lien entre les difficultés économiques et sociales de la vie quotidienne et les impératifs écologiques n'est peut-être pas si évident. Pourtant produire, consommer, se déplacer autrement mobilise la responsabilité, favorise la solidarité

et, en fin de compte, nous permettra de vivre mieux.

Difficile, impossible de restituer 90 années d'une vie vouée à son pays, La Réunion, que Paul Vergès regarde à la fois avec affection et malice. S'il ne résiste guère au plaisir de faire quelques remarques ironiques sur les façons de faire des uns et des autres, il a toujours souligné la richesse de la culture réunionnaise que la Maison des Civilisations et de l'Unité Réunionnaise devait exalter. Ce projet aurait permis de mieux connaître les processus originaux de construction, de transmission et de transformation des héritages culturels.

Voici, vite dit, un rappel trop court d'une longue vie.

Bon anniversaire donc à Paul Vergès, homme politique réunionnais dont l'action s'est déployée sur une bonne partie du XXe siècle et qui se poursuit ici et maintenant, en ce début d'un XXIe siècle sans boussole. Bon anniversaire à Paul Vergès, un homme, profondément attaché à l'image de son père, appelé affectueusement « le Vieux » et dont il a voulu porter plus loin l'action.

Bon anniversaire à Paul Vergès, un homme qui a surmonté les atteintes à sa santé, un homme qui a subi en particulier les pertes douloureuses de son fils Laurent en 1988, de son épouse Laurence en 2012, de son frère Jacques en 2013.

Bon anniversaire à Paul Vergès, un homme, rien qu'un homme, in Moun.

Brigitte Croisier

Climat, inauguration d'une MCUR et première historique

François Hollande en visite à Cuba, en Guadeloupe et en Martinique

Une conférence sur le changement climatique, l'inauguration de la MCUR guadeloupéenne le 10 mai, et le premier déplacement d'un chef d'État français à Cuba sont au programme de François Hollande au début du mois de mai.



À la une de l'ouvrage de Gilles Gérard, la photo du bassin de l'eau ou Bassin Missouk dans les Hauts de la ravine du Trou, où s'est préparée la révolte.

François Hollande sera en visite à Cuba, en Guadeloupe et en Martinique. C'est ce qu'annonce un communiqué diffusé hier par

« Le Président de la République se rendra du 8 au 11 mai dans les collectivités territoriales françaises des Antilles ainsi qu'à Cuba.

Il présidera, le 9 mai en Martinique, un sommet régional consacré à la préparation de la conférence de Paris sur le changement climatique et il inaugurerà, le 10 mai en Guadeloupe, le Mémorial ACTe, centre caribéen d'expressions et de mémoire de la traite et de l'esclavage.

La visite du Président de la République à Cuba le 11 mai constituera le premier déplacement d'un chef de l'État français dans ce pays. »

Trois sujets importants donc à l'ordre du jour. Le premier concerne la préparation de la conférence de Paris. C'est à la Martinique qu'aura lieu une rencontre sur le changement climatique préparant la conférence de Paris COP21. C'est une nouvelle fois la confirmation du recul de La Réunion sur ce plan sous la présidence de Didier Robert. Sous celle de Paul Vergès, il ne fait guère de doute que c'est à La

Réunion que le président de la République aurait posé ses valises pour une rencontre préalable à COP21 Paris 2015.

10 mai : inauguration de la MCUR de Guadeloupe

Le second rendez-vous est l'inauguration du Mémorial ACTe. Le site de la Région Guadeloupe donne quelques informations sur cette MCUR guadeloupéenne.

« Le Mémorial ACTe sera un lieu pour apprendre, se recueillir, (re)chercher une histoire désormais commune à l'humanité. Le projet sera donc ancré sur la mémoire de la traite et de l'esclavage, mais aussi tourné sur les expressions qui en sont nées et qui en naissent aujourd'hui. C'est avant tout un lieu de réconciliation, de promotion d'un nouvel humanisme et d'entente entre les peuples, les nations. »

« Caractérisé par un parti architectural audacieux, l'édifice se présentera sous la forme des racines d'argent sur une boîte noire. Cette dernière, qui abritera l'exposition

permanente, représente le socle renfermant la richesse que constitue la connaissance du passé et sur lequel se construit en partie la mémoire collective. Quant aux aménagements limitrophes, ils ont été conçus sous l'angle de l'écrin devant magnifier le bâtiment tout en le protégeant des nuisances urbaines. »

En Guadeloupe, les opposants au projet du mémorial ACTe ont utilisé les mêmes arguments délirants que ceux des adversaires de la Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise de La Réunion. La seule différence, c'est le résultat des élections régionales de 2010. En Guadeloupe, aucun parti se disant de la gauche n'a offert à la droite une victoire inespérée.

Cette cérémonie aura lieu le 10 mai, date de la Journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leur abolition

Rencontre à Cuba

Enfin, François Hollande concluera le 11 mai sa tournée caribéenne par une visite à Cuba. Ce sera la première d'un chef d'État français dans cette île. C'est aussi la première d'un chef d'État occidental depuis l'annonce par Cuba et les États-Unis de l'ouverture de discussions.

Rappelons que cette évolution n'a pas mis fin au blocus de Cuba, décrété unilatéralement par les États-Unis depuis 50 ans et qui fait systématiquement l'objet de la réprobation unanime des Nations-Unies, à l'exception des États-Unis et d'Israël.

Lors de cette visite, François Hollande rencontrera sans doute les plus hauts responsables de Cuba, un pays qui a su se lever contre l'impérialisme et qui a réussi à construire un modèle alternatif.

M.M.

On pourra lire ci-dessous un certain nombre d'informations relatives à la culture de la canne à sucre et à l'exploitation des produits dérivés dans différentes régions. De extraits ont été reproduits afin de nourrir notre propre réflexion sur l'avenir de la canne chez nous et dans les pays environnants.

La canne c'est le sucre, mais pas seulement -57- **Différentes informations relatives à la culture de la canne à sucre (3e partie)**

VI- Un pas vers le raffinage direct et le désucrage des mélasses dans l'industrie sucrière

La Hawaiian Commercial & Sugar Company (HC&S) a travaillé sur le désucrage des mélasses (ndlr : on sait, puisque nous l'avons déjà signalé que la mélasse contient encore 50 % de saccharose après fabrication du sucre) après extraction qui permet d'augmenter la récupération du sucre dans les usines sucrières. Un nouveau procédé a été mis au point par Applexion et HC&S ; appelé NAP (New Applexion Process), il implique d'installer une unité d'ultrafiltration et de décalcification du jus clarifié entre le décanteur et les évaporateurs. Le nouveau système a été installé et a fonctionné une saison entière au moulin de Puunene à Hawaï ; son principe, son fonctionnement et ses résultats sont présentés. Les applications possibles du raffinage, du désucrage des mélasses, de la purification du sucre inverti et de la réduction de l'alcool sont décrites. (Résumé de l'auteur.) KIT (A1548) Proceedings South African Sugar Technologists' Association, n° 70, p. 166-170

VII-Caraïbes : le potentiel de la culture de canne à sucre comme source de biomasse renouvelable à Cuba

La canne à sucre offre de nombreuses possibilités pour une production importante de biomasse dans les régions tropicales. À Cuba, les rendements moyens en canne durant les dernières années étaient de 3,78 t/ha/mois pour les tiges destinées aux moulins et de 4,74 t/ha/mois pour la biomasse utile. Les rendements potentiels sont cependant beaucoup plus élevés et se situent autour de 10,8 t/ha/mois pour les tiges destinées aux moulins et de 13,1 t/ha/mois pour

la biomasse utile. Différentes pratiques culturales permettant d'accroître la productivité sont indiquées, comme l'augmentation de la densité des plants, la plantation d'août à septembre, le contrôle des adventices pendant les 120 jours qui suivent la plantation, la récolte des chaumes, etc. KIT (C1610) ATAC (Cuba), n° 1, p. 10-15

VIII-Utilisation de la vinasse résidu d'éthanol pour la fabrication de briques

Les caractéristiques physiques de la vinasse, résidu de la distillation de l'éthanol de canne à sucre, et son utilisation éventuelle dans la fabrication des briques sont étudiées ici. Sous forme concentrée, la vinasse est utilisée comme engrais agricole, comme matériel de production de protéines monocellulaires et pour être transformée en énergie. On peut également ajouter de la vinasse concentrée à de la terre pour obtenir un mélange terre-vinasse ayant des caractéristiques physiques et mécaniques convenant à la production de briques non porteuses. Les briques fabriquées avec 12 % de vinasse concentrée et séchées à l'air affichent de bons résultats aux tests de compression. On a mesuré des résistances à la compression de 1,92 MPa pour les briques fabriquées à partir de sol sableux et de 1,79 Mpa pour celles utilisant un sol argileux. Ces briques ne conviennent pas à des conditions humides et ne peuvent être mises en œuvre qu'à l'abri, ou à l'air libre après avoir été imperméabilisées. (D'après le résumé des auteurs.) KIT (B2628) Agricultural Mechanization in Asia, Africa and Latin America (Japon), vol. 32 (1), numéro spécial, p. 51-54

(à suivre)

Georges Gauvin

C'en est trope !

Violences physiques chez les Dolto

17 raisons de se défier de Dolto, icône française. Florilège :

1. Les pères de Dolto (ou La sainte trinité : Dolto, Lacan et Freud) :

– Correspondance de 1933, Freud à Einstein : « Il faudrait consacrer davantage de soins qu'on ne l'a fait jusqu'ici pour éduquer une couche supérieure d'hommes pensant de façon autonome, inaccessibles à l'intimidation et luttant pour la vérité, auxquels reviendrait la direction des masses non autonomes. [...] Aujourd'hui déjà, les races non cultivées et les couches attardées de la population se multiplient davantage que celles hautement cultivées ».

Romancier raté, obsédé de sexe, esprit magnifique, capable d'inventer tout un monde en biais, Freud, il ne lui manquait plus que le mépris.

– Lacan, cul-de-basse-fosse-spiritualisant, crachat de l'âme. Mallarmée au miroir sans tain – prend la subjectivité pour la fumée de l'esprit, cet entre-soi.

2. Dolto à l'école de Pétain :

Lectrice convaincue de l'Action française, élève du fondateur de la Revue française de psychanalyse, René Laforgue, correspondant aussi de Matthias Heinrich Göring entre 1939 et 42 dans l'optique de fonder une section française de l'Institut nazi de recherche psychologique et de psychothérapie. En 1941, entre à la Fondation Alexis-Carrel, eugéniste notoire prônant l'éradication des handicapés par le gaz.

3. Dolto, la violence chez l'enfant (ou La violence désirable) :

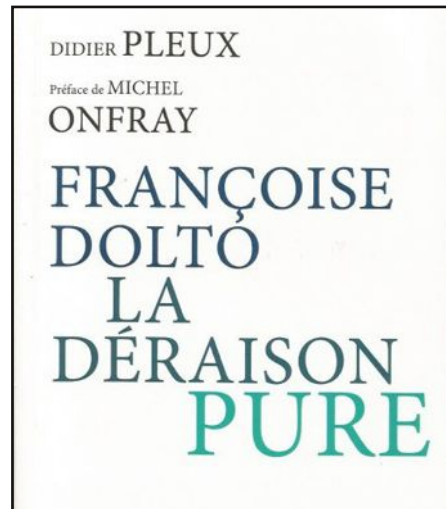
« Un enfant, aidez-le à être égoïste » est le refrain. Comme s'il ne l'était pas déjà suffisamment, et spontanément.

Si l'enfant à force d'égoïsme – et c'est naturel dans ce cas de figure, précise Didier Pleux – devient violent avec les autres, Françoise Dolto y voit une demande d'expression tout à fait justifiée, ou si elle était bridée le risque d'une future arriération mentale : « Il vaut mieux que la violence s'exprime physiquement, sinon elle s'exprime somatiquement, dans le corps, et si elle ne s'exprime pas somatiquement dans le corps, elle s'exprime cérébralement par un brouillard qui se met dans l'intelligence de l'enfant. Donc à ce moment-là, c'est l'effet de cette non-agressivité qui le rend arriéré. L'arriération d'un enfant, c'est une agressivité qui n'a pas pu s'exprimer de façon ni motrice, ni verbale » (Les Étapes majeures de l'enfance). La violence de la psychanalyse.

4. Carlos, l'enfant Dolto :

Carlos, une enfance bourgeoise. Enfant, il ne s'est jamais accepté enfant ; et adulte, ne s'est jamais accepté en tant qu'adulte : il n'eut de cesse de faire l'enfant.

Adipeux, énorme, sa relation avec la nourriture était certainement problématique, décès à 65 ans. Prendre en main sa santé par la restriction n'est pas une mince affaire, ça nécessite une volonté supérieure, une confrontation avec le



Françoise Dolto, la déraison pure par Didier Pleux, éditions Autrement.

manque, c'est là une marque d'adulte – ce dont, en bon enfant, Carlos semble totalement étranger.

Immature, le chanteur vante dans les médias les charmes de telle discothèque de Majunga, « l'une des meilleures du monde » – sans rien voir de la détresse qui frappe à la porte des nantis.

5. Quand les Dolto considèrent le savoir comme une arme :

Dans son autobiographie, Carlos rapporte un énième incident avec sa nourrice. Il lui tient tête, et se moque d'elle en lui déclarant que « Jésus était juif », celle-ci le gifle. Il se met à hurler. Sa mère accourt et la gouvernante l'informe : « Madame, Monsieur Jean a blasphémé. Il a dit que Jésus-Christ était le roi des Juifs. – Oui, Marie, Jésus était Juif », lui rétorque Françoise Dolto. « Marie a claqué la porte. On ne l'a plus jamais revue ».

Pleux de conclure : s'il a raison théologiquement, Jean-Chrysostome a désormais raison même s'il est méprisant envers les personnes qui tentent de s'occuper de lui. Le « sentiment de Soi » l'emporte toujours sur le « sentiment de l'autre ».

6. Dolto et la parentalité : Les parents

ont toujours tort.

« Pourquoi est-ce que cela paraît subversif de dire que les parents n'ont aucun droit sur leurs enfants ? À leur égard, ils n'ont que des devoirs, alors que leurs enfants n'ont vis-à-vis d'eux que des droits jusqu'à leur majorité » (La Cause des enfants).

7. Dolto et l'autisme : la faute à la mère – un point c'est tout.

L'autisme, trouble de la communication avec la mère, pour Dolto. L'autisme, ce sont les mères froides. « Il y a rarement d'autisme, et encore il est tardif (après le sevrage), chez les enfants qui ont été nourris au sein ». L'autisme, ce sont les mères qui ont considéré leurs enfants comme des objets « auquel on dénie le droit à l'existence » (Séminaire de psychanalyse d'enfants), et la psychanalyse se nourrit de sa propre foi.

8. Sommeil du patricien, sommeil de la raison : à l'école de Dolto :

« L'attitude maternelle à l'endroit des enfants qu'ils soient garçons ou filles est une attitude d'essence incestueuse » (Aldo Naouri, pédiatre psychanalyste).

« L'inceste paternel, ça ne fait pas tellement de dégâts, ça rend les filles un peu débiles, mais l'inceste maternel, ça fait de la psychose » (Jacqueline Schaeffer, psychanalyste).

9. Chez les Dolto, on cogne dur :

« Quand les choses allaient trop loin, mon père sévissait. Était-ce en raison de ses origines slaves, toujours est-il qu'il cognait dur. Quand il levait la main, nous recevions de sacrées trempes », rapporte une autobiographie de Carlos. La mère, elle, se la coule douce. Commentaire de Pleux : Que se passe-t-il lorsqu'un parent joue seul le mauvais rôle ? Il va finir par se laisser aller à une attitude permissive, fatigué de garder ce rôle négatif auprès de l'enfant. La permissivité ambiante s'accroît et l'enfant tente de prendre de plus en plus de liberté, certain de pouvoir gagner, dans les moments de faiblesse du gardien de service. L'enfant, emprisonné dans son incessante quête de plaisir immédiat, va franchir allègrement toutes les pseudo-barrières éducatives et cela ne peut se terminer que par une répression sévère : la violence physique.

10. Parents, source unique de psychoses multiples : Etc.

Jean-Charles Angrand

Au Dr. S. qui n'a « pas le temps de lire ».

Deux nouvelles parutions de la littérature réunionnaise

« La guerre de 1811 ou la révolution des esclaves de Saint-Leu, île Bourbon » de Gilles Gérard

Le samedi 7 mars 17h, au Séchoir de Piton Saint-Leu, aura lieu la première présentation publique par l'anthropologue et historien Gilles Gérard de son livre : « La guerre de 1811 ou la révolution des esclaves de Saint-Leu, île Bourbon » paru aux éditions L'Harmattan. D'autres séances de dédicaces sont prévues : le samedi 14 mars à la Librairie Gérard à Saint-Denis de 15h à 17h 30 et le samedi 21 mars à la Librairie Autrement à Saint-Pierre de 15h à 17h 30.

En 4e page de couverture, il est dit que « cet ouvrage présente le résultat de recherches sur la seule révolution d'esclaves effective sur l'île de La Réunion : une guerre, selon les mots des esclaves ; une révolution pour les propriétaires. En 1811, alors que l'île était sous domination anglaise, plus de 200 esclaves se sont dressés contre l'oppression du système esclavagiste. Cette révolte fut organisée grâce à des circonstances particulières dans les Hauts de Saint-Leu, commune privée d'eau et qui voyait les esclaves venant de propriétés diverses se rassembler quotidiennement au bassin de l'eau, y échanger à l'abri du regard des maîtres et penser la révolte durant de longs mois, voire des années. Les chefs de la révolte, après être partis maron, furent brièvement emprisonnés quelques mois avant l'insurrection.

Ces événements se terminèrent tragiquement pour les révoltés. 25 furent condamnés à mort, 15 furent effectivement décapités dans diverses communes de l'île, au nom



À la une de l'ouvrage de Gilles Gérard, la photo du bassin de l'eau ou Bassin Missouk dans les Hauts de la ravine du Trou, où s'est préparée la révolte.

de la justice coloniale française, d'après les prescriptions du Code Noir ».

“Sentié krazé. Mafate, l'autre histoire”, d'Arnold Jaccoud

Avec un avant-propos d'Éric Alen-droit, Arnold Jaccoud vient de publier aux éditions L'éclipse du Temps son dernier roman, intitulé “Sentié krazé. Mafate l'autre histoire”. Un ouvrage disponible en librairie (Autrement - Gérard - Au Rallye / Maison de la Presse), et dont voici la présentation en 4e de couverture.

« Cette histoire est une fiction ! Elle suit cependant un fil directeur constant qui n'est pas imaginaire : l'infériorisation et l'insignifiance dans lesquelles ont toujours été maintenues les populations du cirque de Mafate. Deux cents ans au cours desquels les institutions

décident à la place des gens quelles doivent être les conditions de leur existence, voire de leur survie. Une banalité aisément et universellement généralisable, bien entendu. Malgré tout, affirment les plus conscients d'entre eux, « nous, on a toujours voulu relever la tête, mais ils se sont toujours évertués à nous faire baisser les yeux »...

Les administrations ont gardé à toutes les époques la même ligne de conduite. Sur ce territoire d'exception pourtant : application stricte du droit commun, despotisme colonial, autoritarisme banalisé, coercition et contrainte ordinaires envers ces gens qui ne cessent de vouloir en faire à leur guise ! Même si au-

jourd'hui des évolutions se dessinent. Sentié krazé.

Dans le roman, cette hypothèse s'appuie sur des épisodes que l'on se plaira malicieusement à qualifier d'“historiques”, qui alternent avec les chapitres socio-policiers déroulant l'état contemporain de ce canevas de subordination sociopolitique chronique. Et ça ne peut que mal finir. Très mal. Bien que l'intrigue soit totalement fictive, elle intègre des éléments dont la réalité mériterait d'être mise au grand jour. Et occasionnerait peut-être quelques débats ».

Oté

I mèt ti poul èk ti poul é ti kanar èk ti kanar !

Lotrozour mwin la anparl a zot lamannman Bareigts, la dépité sosialis sinn-ni, si son lamannman apropo zour féryé dan loutromèr, an gro li vé galizé par lo ba, li vé rotir in pé bann katolik pou rodistribié èk dot, sépousa mwin lavé di, momandoné li lé télman générèz kèl i fé konm limoris ki di « donn a mwin out mont ma donn a ou lèr ». Dann son konfèrans do près lindi dérné lo sénatèr Paul Vérgès i rovyin la d'si é li di pou rézon « poukoué dék ni gingn inn ti konstipasyon sanm zanblon èk gouyav ni kour rod Zanbavil Paris ? Poukoué a shak éstan ni sar ansouplingn a nou la ba ?

Pètèt in roflèsk ? in roflèsk la gouyav do frans ? Paul Vérgès i di « a koz la pa tash manière règ so problinm la rantronou plito kour paris pou propoz in lwa, vik sé in problinm de loutromèr solman ». Aforss, aforss voulwar rosanm la frans, na détinn. Ala dikou la mèt safran dann brèd mourong, la fé la kouyonad. Sanm pou mwin konm èl i nyabou pa fé in nafèr sontousèl, èl la mèt son lamannman dann la soubik Makron, sépousa pou vréman banna i apèl la lwa Makron, la lwa four-tou. Ala la prèv.

Dikou lo prézidan té oblizé réponn la d'si, vik lo nafèr lé bankal. Mérkrodi dovan in bann léktèr in zournal, inn la poz a li in késtyon « koué lamannman Bareigts i fé èk lo prozé dlwa makron ? Pou mié pinn a nou an misouk pètèt ? Inn sé in prozé dlwa si laktivité, la krwasans èk lanplwa é lot sé in lamannman si la rolizyon. Oté madam la dépité, i mèt pa ti kanar èk ti poul, i mèt ti poul èk ti poul, é ti kanar èk ti kanar, sé sak lo prézidan li minm i di.

Justin

Kosa in shoz, dovine-dovinaye ?

In gro trou i port in bann ti trou :
Kalkilé : In pti zoutiy bann koutiryèz !

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Lo dé pou koud !